

Laboratoire
de sciences judiciaires
et de médecine légale

Québec



100 ANS D'EXPERTISE

RAPPORT ANNUEL

2021-2022



« Je tiens donc à remercier très sincèrement notre personnel pour ces résultats. Sans leurs compétences indéniables et leur engagement indéfectible, rien de tout cela ne serait possible. »

Message de la directrice générale

Comme pour plusieurs organisations, l'année 2021-2022 s'est déroulée sous le signe de la continuité de l'année précédente. Les enjeux et contraintes engendrés par la pandémie se sont poursuivis poussant ainsi notre organisation à redoubler d'efforts et de créativité afin d'en minimiser les impacts sur nos opérations et ainsi, poursuivre la réalisation de notre mission, soit celle d'appuyer le travail des policiers et de soutenir l'administration de la justice.

Ainsi, au cours des deux dernières années, nous avons été en mesure de constater que malgré les perturbations vécues, le nombre de crimes commis ne cesse d'augmenter. Le nombre de crimes à caractère sexuel et le nombre de crimes commis par arme à feu ont connu une hausse vertigineuse, et ce, malgré les restrictions imposées par la pandémie et la lutte soutenue du gouvernement du Québec contre ces crimes.

À cet effet, l'année 2021-2022 aura été marquée par le lancement de l'opération CENTAURE par le gouvernement du Québec. Cette stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu repose sur une approche coordonnée des différentes parties impliquées. Le gouvernement du Québec, les corps policiers, ainsi que plusieurs partenaires institutionnels, municipaux et communautaires font front commun pour s'attaquer à la violence armée, en particulier sur le territoire métropolitain. À titre de partenaire impliqué dans ce dossier, notre organisation est fière de participer à cette lutte en réalisant des expertises balistiques contribuant ainsi à l'avancement des enquêtes policières.

Par ailleurs, grâce au travail acharné de notre personnel et à son dévouement, notre organisation a été en mesure d'obtenir des résultats dignes de mention. En effet, malgré une hausse de plus de 10% du nombre de demandes d'expertise reçues, nous avons été en mesure d'atteindre notre cible de 70% du nombre de dossiers complétés dans un délai de 90 jours et moins. Je tiens donc à remercier très sincèrement notre personnel pour ces résultats. Sans leurs compétences indéniables et leur engagement indéfectible, rien de tout cela ne serait possible. J'en profite également pour remercier nos partenaires et clients pour leur confiance et leur collaboration.

Je suis profondément convaincue que les défis rencontrés au cours des dernières années nous auront rendus plus performants et plus forts. Il est important de réinvestir les leçons tirées dans l'amélioration de nos façons de faire et notre agilité corporative. À cet effet, la maturité de notre organisation et la capacité d'adaptation de notre personnel constituent sans doute des gages de succès pour les défis à venir et pour un avenir prometteur en sciences judiciaires.

La directrice générale,



(Original signé)

Suzanne Marchand

Montréal, le 28 juin 2022

Déclaration de la direction

À titre d'unité autonome de service, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale est tenu de déposer un rapport annuel d'activités à la sous-ministre du ministère de la Sécurité publique.

Les renseignements contenus dans le présent rapport annuel sont sous la responsabilité de la directrice générale et des gestionnaires.

La direction a maintenu, tout au long de l'exercice financier 2021-2022, des systèmes de vérification interne et d'information de gestion afin d'assurer une saine gestion de ses opérations et une reddition de comptes eu égard à ses engagements.

(Original signé)

Suzanne Marchand, directrice générale et directrice de la médecine légale

(Original signé)

Laure Delpech, directrice de la gestion administrative

(Original signé)

Diane Séguin, directrice de la biologie/ADN

(Original signé)

France Gingras, directrice adjointe de la biologie/ADN

(Original signé)

Sarah Bourgoin, directrice adjointe de la biologie/ADN

(Original signé)

Jean Brazeau, directeur de la criminalistique

(Original signé)

Pascal Mireault, directeur de la toxicologie

(Original signé)

Catherine Lavallée, directrice adjointe de la toxicologie

Table des matières

MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE _____	I
DÉCLARATION DE LA DIRECTION _____	II
PRÉSENTATION DU LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE _____	1
La vision _____	1
La mission _____	1
Les valeurs _____	2
L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE _____	3
LES SERVICES _____	4
Les domaines d'expertise _____	4
Balistique _____	4
Biologie/ADN _____	4
Chimie _____	5
Documents _____	6
Incendies — explosions _____	6
Renseignement criminalistique : Profilage de faux documents _____	6
Imagerie _____	7
Médecine légale _____	7
Toxicologie _____	7
Gestion administrative _____	8
L'ASSURANCE QUALITÉ _____	9
LA CLIENTÈLE _____	11
LES FAITS SAILLANTS _____	12
Des demandes d'expertise en hausse _____	12
Des standards de qualité toujours respectés _____	13
Augmentation record des demandes d'expertise en lien avec les agressions sexuelles _____	13

SUIVI DU PLAN D'ACTION 2021-2022	14
RESSOURCES FINANCIÈRES	37
Tableau 1 — Ressources financières	37
Revenus autonomes	38
Tableau 2 — Revenus autonomes du LSJML	38
Dépenses de rémunération et de fonctionnement	39
Tableau 3 — Dépenses de rémunération et de fonctionnement	39
RESSOURCES HUMAINES	40
Répartition de l'effectif par secteur d'activité	40
Tableau 4 — Répartition de l'effectif en poste au 31 mars 2022	40
LES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	41
Le nombre de demandes d'expertise reçues	41
Tableau 5 — Nombre de demandes reçues en 2021-2022	41
Tableau 6 — Nombre de pièces à conviction reçues en 2021-2022	41
Le nombre de dossiers terminés	42
Tableau 7 — Nombre de dossiers terminés en 2021-2022	42
TÉMOIGNAGES	43
Tableau 8 — Nombre de témoignages effectués en 2021-2022	43
Tableau 8 (suite) — Nombre de témoignages effectués en 2021-2022	44
SCÈNES DE CRIME	45
Tableau 9 — Nombre de scènes de crime expertisées en 2021-2022	45
LES COMITÉS	47
Comités internes	47
Comité de développement durable	47
Comité de direction	48
Comité qualité	48
Comité reconnaissance	49
Comité Santé et Sécurité au Travail (SST)	49

Comité scientifique	50
Comité témoignage	51
Comités externes	51
ANNEXE 1	53
Présentations orales	53
ANNEXE 2	55
Publications	55
ANNEXE 3	55
Collaborations et reconnaissance scientifique	55

« Un Laboratoire de renommée internationale offrant des expertises en sciences judiciaires basées sur l'innovation et les technologies de pointe. »

Présentation du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale

À Montréal, en 1914, le gouvernement du Québec créait le premier laboratoire d'expertises judiciaires en Amérique du Nord. Aujourd'hui, sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP), le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML/le Laboratoire) est un laboratoire judiciaire moderne regroupant différents domaines d'expertises scientifiques : la toxicologie, la biologie et l'ADN, les documents et les écritures, la chimie, les incendies et les explosions, la balistique, l'imagerie et la médecine légale. Ce regroupement favorise la synergie entre le personnel et l'amélioration constante des services.

Les activités et les ressources du Laboratoire sont régies par la Loi sur la fonction publique ([RLRQ, chapitre F-3.1.1](#)), la Loi sur l'administration financière ([RLRQ, chapitre A-6.001](#)) ainsi que par les règles de gestion gouvernementale des ressources humaines, matérielles et informationnelles. Ces balises assurent à la population, à la clientèle et au personnel du Laboratoire, que celui-ci exerce une saine gestion de ses activités, conformément à la volonté d'équité et de transparence du gouvernement.

La vision

« Un laboratoire de renommée internationale offrant des expertises en sciences judiciaires basées sur l'innovation et des technologies de pointe. »

La mission

La mission du Laboratoire est de réaliser des expertises objectives pour soutenir et éclairer l'administration de la justice du point de vue scientifique. Pour ce faire, il procède à des expertises en sciences judiciaires et en médecine légale et soutient les enquêtes policières et judiciaires.

Les valeurs

Le Laboratoire est animé par des valeurs qui guident ses actions au quotidien et orientent ses choix et ses décisions. Ces valeurs sont essentielles puisqu'elles établissent les fondements sur lesquels l'organisation s'appuie pour mener à bien sa mission.

Intégrité : Chaque membre du personnel se conduit de manière juste et honnête avec tous les intervenants, internes ou externes, avec lesquels il transige.

Impartialité : Chaque membre du personnel fait preuve de neutralité et d'objectivité et prend ses décisions en conformité avec les règles applicables.

Qualité : Chaque membre du personnel applique le système de gestion de la qualité afin d'assurer l'atteinte des plus hauts standards de qualité.

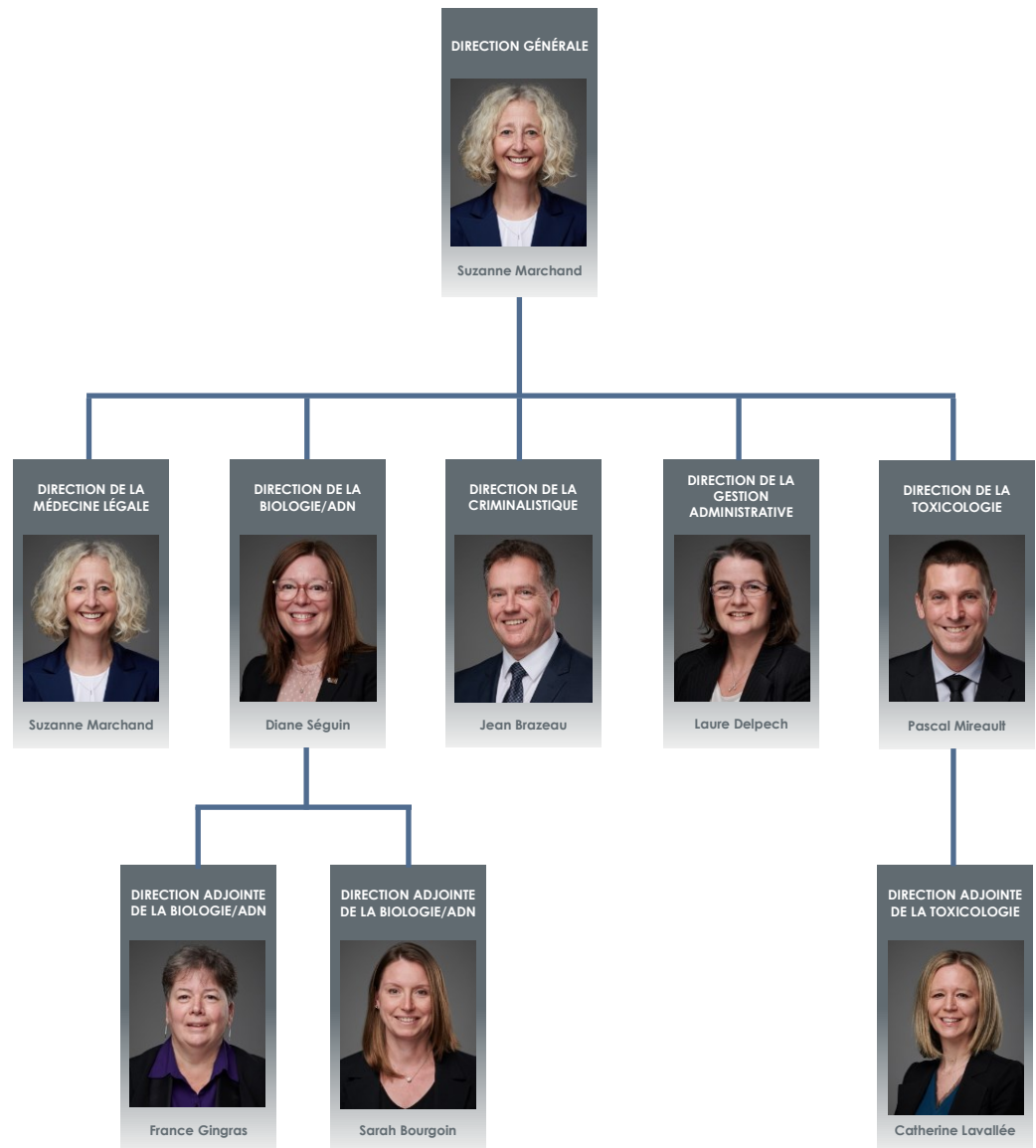
Innovation : Chaque membre du personnel travaille à repousser les limites de la connaissance et des pratiques dans une approche d'amélioration continue afin de toujours faire face aux changements.



L'organisation administrative

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Laboratoire de sciences judiciaires
et de médecine légale



Les services

En plus d'effectuer des expertises en sciences judiciaires et en médecine légale, le Laboratoire prête assistance sur les scènes de crimes majeurs, fournit des services-conseils, prépare et effectue des témoignages à la cour et offre de la formation à ses diverses clientèles et partenaires.

Les domaines d'expertise

Le Laboratoire regroupe des professionnels, des techniciens et du personnel de soutien administratif dans plusieurs secteurs d'expertise des sciences judiciaires et des sciences pures et appliquées.

Balistique

Les services offerts par les spécialistes en balistique de la Direction de la criminalistique consistent en divers examens sur des armes à feu, sur leurs projectiles et sur toute forme d'arme prohibée. Des expertises balistiques peuvent être effectuées directement sur la scène d'un événement. L'examen d'empreintes diverses complète cet éventail de services avec les empreintes de pas ou de pneus et les marques d'outils.

L'équipe est composée de professionnels provenant de divers domaines d'études (chimistes, physiciens ou ingénieurs) donnant une vision différente à chacun des problèmes à résoudre.

Biologie/ADN

Les spécialistes en biologie judiciaire effectuent des prélèvements et des analyses de substances biologiques telles que le sang, le sperme, les cheveux et les poils pour l'identification et la comparaison. Ces services permettent d'identifier les individus potentiellement impliqués dans les dossiers criminels à l'aide de leur empreinte génétique (ADN).

Les profils génétiques obtenus de scènes de crime sont ensuite versés au fichier de criminalistique de la Banque Nationale de données génétiques ([BNDG](#)), ce qui permet l'identification de plus de 1 200 individus annuellement.

Cette identification par empreintes génétiques se fait par des tests d'amplification de l'ADN sur certains sites génétiques. L'approche probabiliste et l'utilisation de logiciels spécialisés permettent maintenant d'émettre des conclusions pour des résultats beaucoup plus complexes qu'auparavant, spécialement dans les dossiers d'agressions sexuelles dont les demandes d'analyses ont grandement augmenté depuis quelques années.

De plus, un volet d'identification de corps et restes humains retrouvés en vue d'identifier des personnes portées disparues, de même qu'un volet d'évaluation et de réanalyse de dossiers d'enquêtes non résolues « Cold cases » font également partie des services offerts en biologie/ADN. Les spécialistes effectuent une veille scientifique soutenue sur les nouvelles technologies, permettant d'apporter des pistes d'orientation dans les enquêtes (portrait-robot génétique, généalogie génétique, etc.). Ces technologies seront développées dans les prochaines années afin d'offrir ces services à notre clientèle.

Finalement, une expertise en reconstitution de scènes de crime complexes, par l'analyse de taches et projections de sang, est également offerte. Les spécialistes appelés à se rendre sur les scènes de crimes majeurs peuvent appuyer les enquêteurs en reconstituant le cours des événements et en offrant une analyse des lieux permettant ainsi de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de départ.

Chimie

Les spécialistes en chimie offrent des services d'analyses comparatives physiques et chimiques de matières comme la peinture, le verre et les fibres textiles, qui permettent de valider ou d'invalidier des éléments de preuve. Ces services, rendus par la Direction de la criminalistique, requièrent l'utilisation d'instruments scientifiques spécialisés et l'application de méthodes analytiques certifiées. Ces analyses permettent de faire la comparaison entre des traces retrouvées de matériaux et des échantillons de référence, et ce, par l'utilisation d'équipements à l'infrarouge par transformation de

Fourier, d'appareil de mesure de l'indice de réfraction du verre ou par l'analyse des fibres par spectroscopie RAMAN, par la microspectrophotométrie.

Documents

Les spécialistes en documents procèdent à des examens comparatifs d'écritures qui permettent l'identification ou l'élimination du scripteur d'un document manuscrit (lettres, chiffres, initiales) ou d'une signature. Ces services, dispensés par la Direction de la criminalistique, sont offerts, entre autres, dans des dossiers de fraude, de lettres anonymes de menaces, d'authentification de testaments et de lettres de suicide.

De plus, ces spécialistes peuvent être appelés à procéder à l'examen de documents litigieux dans le but d'établir leur authenticité ou de déterminer s'ils sont falsifiés ou contrefaits, et ce, par des examens physiques et par des analyses chimiques du papier et de l'encre dans le but de déceler toute modification ou altération.

Incendies — explosions

Les services, offerts par les chimistes en incendies et explosions de la Direction de la criminalistique, consistent à l'identification des liquides inflammables et des résidus d'explosifs. Grâce à une formation spécialisée leur permettant de déterminer l'origine et la cause des sinistres, ils sont des consultants de premier ordre dans ces domaines.

Les laboratoires d'incendies et d'explosions sont dotés d'équipements à la fine pointe de la technologie. Ils allient des méthodes traditionnelles fiables aux méthodes modernes permettant de déceler d'infimes quantités de liquides inflammables et de résidus d'explosifs ainsi que d'analyser différentes substances suspectes trouvées sur les lieux d'un crime.

Renseignement criminalistique : Profilage de faux documents

Les services offerts par les professionnels en renseignement criminalistique portant sur le profilage de faux documents consistent en des observations et analyses non destructives afin de relever sur les faux documents des caractéristiques visuelles et physiques propres à la méthode de fabrication des faussaires. Ces caractéristiques constituent le profil de chaque faux document étudié.

La comparaison systématique des profils permet ensuite de détecter des liens, reposant sur une méthode de fabrication similaire, entre différents faux documents provenant de différentes régions, saisis lors d'infractions variées. L'analyse de ces liens offre alors une forme supplémentaire de renseignement : le renseignement par les traces (ou renseignement criminalistique).

Imagerie

Les services offerts en imagerie ont trait à la récupération d'images de caméra de surveillance, au rehaussement de certaines informations visuelles et à l'impression d'images de divers types de délits afin d'appuyer le travail des policiers et de fournir des éléments de preuves dans les enquêtes.

Médecine légale

Les services d'autopsies sont effectués par des pathologistes judiciaires appuyés par des assistants pathologistes, et ce, à la demande des coroners. Ces spécialistes déterminent les causes et aident à comprendre les circonstances des décès survenus dans des conditions obscures, violentes ou pour lesquelles des procédures judiciaires sont possibles. Ces autopsies sont pratiquées à la suite de demandes dans des contextes judiciaires ou dans le cas d'expertises particulières nécessitant l'intervention du LSJML.

Des expertises en odontologie, en radiologie et en anthropologie judiciaire complètent l'offre de services de la Direction de la médecine légale. Ces expertises, offertes par des consultants, aident à identifier des personnes décédées ou à interpréter des traumatismes qu'elles auraient subis. Enfin, un service de formation pour des résidents ou médecins externes est offert par le LSJML dans le cadre de leur parcours académique.

Toxicologie

Les services d'analyses toxicologiques, offerts par les spécialistes de la Direction de la toxicologie, consistent à rechercher la présence de drogues, de médicaments, de poisons, d'alcools, de substances volatiles, de corps cétoniques et de paramètres biochimiques dans des matrices biologiques (sang, urine, liquide oculaire, etc.) et dans

d'autres types de pièces à conviction (nourriture, liquide, seringue, etc.). Ces services sont dispensés dans le cadre de dossiers d'homicide, de mort suspecte, d'agression sexuelle ou de conduite d'un véhicule moteur avec les capacités affaiblies par l'alcool, les drogues ou les médicaments.

Les spécialistes produisent également des rapports d'opinion sur la sécurité routière en lien avec l'alcool, les drogues et les médicaments, ainsi que sur la dangerosité de substances. Un service de certification de solutions d'alcool type et des appareils de détection approuvés (ADA) est offert aux corps policiers de la province.

Gestion administrative

Les services administratifs, offerts par la Direction de la gestion administrative (DGA), consistent à apporter du soutien à l'ensemble des opérations du Laboratoire au regard de la gestion globale du LSJML ainsi que de la gestion des ressources humaines, financières, matérielles, informationnelles et en matière de gestion documentaire, d'affaires juridiques, de communications et de gestion des pièces à conviction.



« Le Laboratoire est accrédité depuis 2010 selon la norme internationale ISO 17025 et la norme nationale obligatoire pour les laboratoires de sciences judiciaires. »

L'assurance qualité

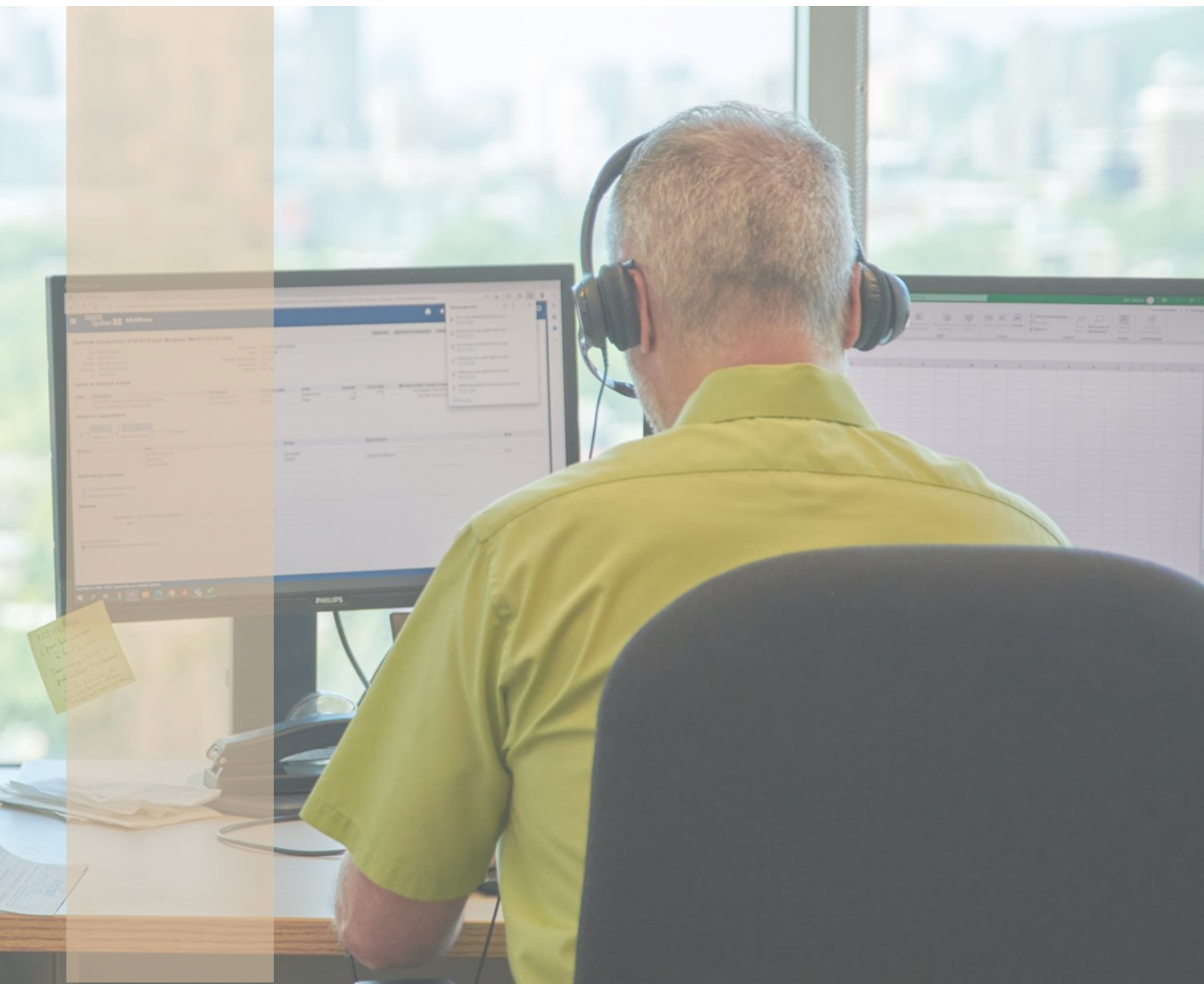
Le Laboratoire est accrédité depuis 2010 selon la norme internationale ISO 17025 qui encadre la compétence des laboratoires ainsi que pour la norme nationale [Exigences et lignes directrices du CCN — Accréditation des laboratoires judiciaires](#), obligatoire au Canada pour les laboratoires de sciences judiciaires qu'il accrédite.

Les analyses effectuées au Laboratoire sont soumises à son système qualité, de la prise en charge et du suivi des pièces à conviction jusqu'à l'émission des rapports d'expertise et au témoignage, le cas échéant. Toutes les méthodes utilisées sont préalablement validées avant leur utilisation dans un cadre judiciaire. L'utilisation d'équipements scientifiques complexes et de technologies avancées implique des maintenances et une surveillance constante afin d'assurer une activité optimale et des résultats fiables.

Les activités et le personnel du Laboratoire sont soumis à des contrôles continus par différents moyens, dont des audits internes et externes, des essais d'aptitudes annuels, des contrôles qualité internes, etc. Tous ces indicateurs sont également des sources continues d'information utilisées par le laboratoire pour gérer ses risques et pour développer l'amélioration continue des pratiques. L'ensemble de ces moyens permet au Laboratoire de maintenir sa capacité analytique au plus haut niveau tout en assurant à ses clients et partenaires, des résultats d'analyses fiables livrés dans un délai adapté à la réalité des affaires judiciaires.

Le Laboratoire est aussi responsable des corps, des échantillons et des objets qui lui sont confiés. Dans chacun des cas, le personnel doit procéder avec rigueur et le Laboratoire doit toujours être en mesure de prouver que l'objet expertisé est le même que celui qui lui a été remis ou recueilli par son personnel sur la scène d'un crime. Le Laboratoire doit aussi garantir que toutes les mesures ont été prises pour empêcher que l'objet soumis à l'expertise soit subtilisé ou altéré, de quelque façon que ce soit. À cet égard, comme pour ses processus analytiques, la traçabilité des informations est assurée à tous les niveaux de traitement.

Depuis le changement de version de la norme ISO 17025 (en 2017) le Laboratoire a également implanté une politique et un processus d'identification et de traitement des risques. Ce processus est appliqué à toutes les sphères du laboratoire, incluant l'impartialité, la confidentialité, les analyses, les équipements, le personnel, les locaux, etc. Ce processus est une source supplémentaire d'amélioration du système d'assurance qualité du Laboratoire et contribue à le maintenir comme un outil précieux, d'évolution.



La clientèle

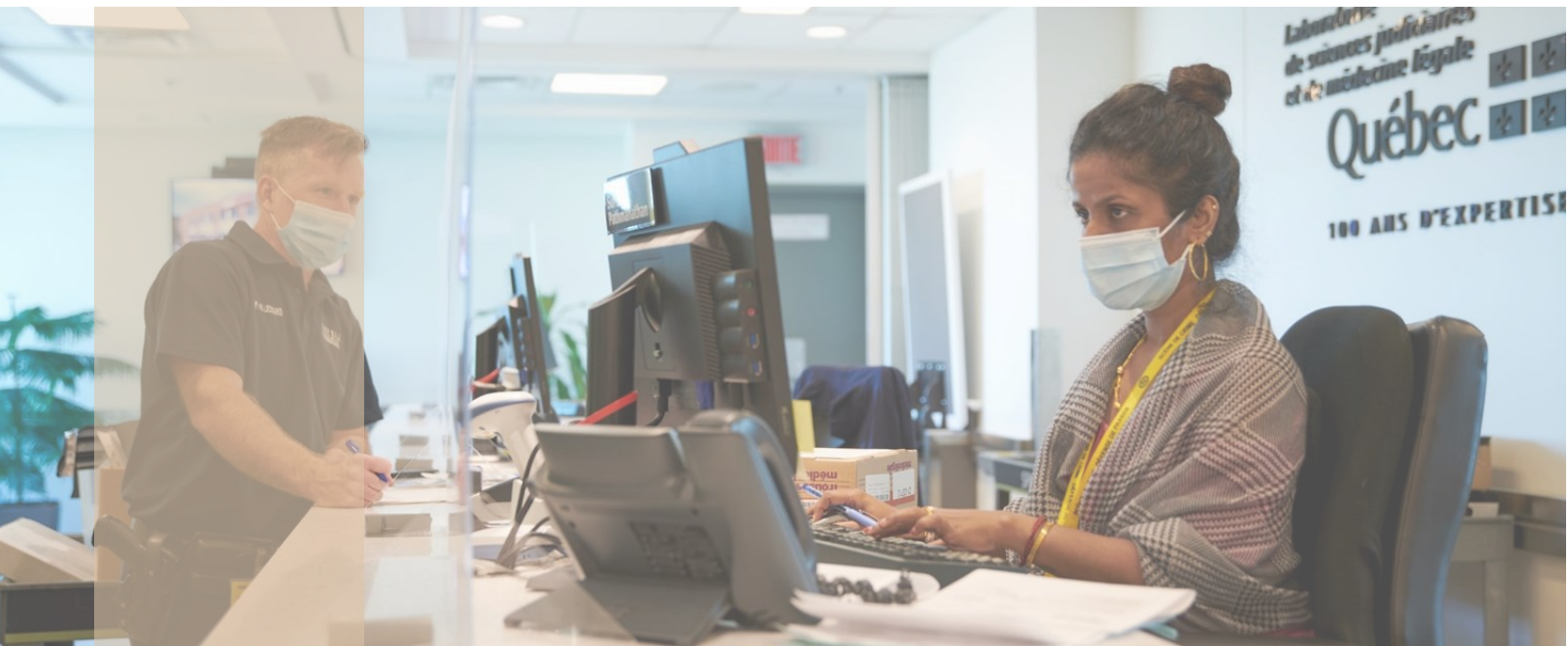
Plusieurs clients ont recours directement ou indirectement aux services du Laboratoire.

Ses principaux demandeurs de services sont :

- Les policiers provinciaux et municipaux ;
- Les procureurs du Directeur des poursuites criminelles et pénales ;
- Les coroners ;
- Le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs ;
- La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail ;
- Les bureaux d'avocats ;
- Les bureaux de notaires ;
- Le Bureau des enquêtes indépendantes ;
- La police militaire.

Par ailleurs, le Laboratoire offre ses services à certaines clientèles particulières profitant de l'enseignement qu'ils dispensent, dont entre autres :

- L'École nationale de police du Québec (ENPQ) ;
- Le Collège canadien de police ;
- Les Universités québécoises ;
- Les intervenants auprès des victimes d'agressions sexuelles (médecins, infirmières, travailleurs sociaux).



Les faits saillants

Des demandes d'expertise en hausse

En 2021-2022, le LSJML a connu une augmentation du nombre de demandes reçues de l'ordre de 10% par rapport à l'année financière précédente. Au total, 18 113 demandes ont été acheminées au LSJML comparativement à 16 410 en 2020-2021. Par ailleurs, la Direction de la toxicologie et la Direction de la biologie/ADN ont franchi, pour la première fois, le cap des 7 000 demandes reçues dans leur direction respective. Le Service de la balistique a aussi vu ses demandes grimper, passant de 2 156 demandes en 2020-2021 à 2 408 demandes en 2021-2022. On constate une forte augmentation des demandes reliées aux crimes à caractère sexuel et aux crimes commis par armes à feu. Il est important de mentionner que le LSJML a atteint, malgré l'importante hausse de la demande, sa cible de 70% des dossiers traités dans un délai de 90 jours et moins. Ces résultats démontrent que le LSJML possède une excellente capacité d'adaptation et qu'il est davantage sollicité en soutien aux enquêtes par ses partenaires afin d'éclairer l'administration de la justice.

Relativement à la Direction de la criminalistique, le Service de la balistique, a connu une hausse de ses demandes d'expertise (12% en 2021-2022) pour une 4e année consécutive. Afin de pallier l'augmentation des demandes, les besoins en ressources et en appareils scientifiques du Service de la balistique ont été intégrés au Projet CENTAURE lancé à l'automne 2021. Ainsi, 13 nouvelles ressources seront progressivement ajoutées à l'équipe de la balistique au cours des prochaines années. De plus, le Fond d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG) a permis au Service de la balistique d'acquérir deux nouvelles ressources ainsi que de l'équipement scientifique. L'ensemble des ressources ainsi obtenues permettra au Service de la balistique d'améliorer son efficacité et de mieux appuyer le travail des policiers dans la lutte aux crimes commis par arme à feu.

Des standards de qualité toujours respectés

En 2021-2022, le LSJML a réussi avec brio le renouvellement de son accréditation ISO 17025 : Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais (norme internationale) à la suite d'un audit externe réalisé par le Bureau de normalisation du Québec (BNQ). Cet audit, réalisé sur plusieurs jours et qui couvrait toutes les activités du LSJML, aura permis de faire à nouveau la démonstration de l'engagement du LSJML à réaliser ses expertises dans le respect des exigences en vigueur dans le domaine l'assurance qualité. Dans son rapport d'audit, le BNQ a d'ailleurs une fois de plus fait mention qu'il a été à même de constater les « excellentes connaissances techniques » et la « rigueur du personnel de laboratoire » présentes au sein du LSJML. Cela fait maintenant plus de 10 ans que le LSJML est accrédité.

Augmentation record des demandes d'expertise en lien avec les agressions sexuelles

Au cours de l'année 2021-2022, le LSJML a vu ses demandes d'expertise en lien avec les dossiers d'agression sexuelle accroître considérablement pour atteindre un sommet depuis les sept dernières années avec près de 1 819 demandes, soit une hausse record de 27% par rapport à l'année dernière.

À la Direction de la biologie/ADN, 36% demandes de plus ont été assignées aux spécialistes comparativement à l'année précédente, permettant ainsi de réduire l'arriérage de dossiers accumulés. L'optimisation des processus et l'ajout de ressources ont également permis une grande amélioration des délais d'expertise pour ce type de dossiers, passant de 47% des demandes réalisées en 90 jours et moins en 2020-2021 à 67% des demandes traitées en 90 jours et moins en 2021-2022. L'ajout de nouvelles ressources prévues en 2022-2023 permettra d'intensifier davantage la lutte aux agressions sexuelles lorsque la formation de ces nouvelles ressources aura été finalisée.

Du côté de la Direction de la toxicologie, une augmentation des demandes reçues de l'ordre de 30% a été observée comparativement à l'année précédente. Pour faire face à l'augmentation de la demande, des ressources additionnelles ont été ajoutées au sein de l'équipe traitant les dossiers d'agression sexuelle. De plus, suite à la mise à niveau

des méthodes d'analyse, il a été possible de mettre en évidence de nouvelles substances psychoactives dans ce type de dossier.

Suivi du plan d'action 2021-2022

Enjeu 1 : Des gains durables en matière de sécurité publique

Orientation 1 : Mieux informer

Objectif 1.1 : À partir d'une veille stratégique, scientifique et technique soutenue impliquant l'ensemble du personnel, demeurer à l'affût de nouveaux développements en sciences judiciaires pour assurer l'adaptation et l'évolution des pratiques du Laboratoire

Indicateur 1	Taux de retransmission des informations découlant de la veille
Cible 2021-2022	90 %
Résultats 2021-2022	<p>90 %</p> <p>Afin de pouvoir offrir des services adaptés, l'organisation se doit d'être flexible. Cela passe d'abord et avant tout par une veille active à tous les niveaux du Laboratoire (stratégique, scientifique et technique) pour être en mesure d'anticiper les évolutions. En sciences, la veille prend surtout la forme de congrès et de colloques. Il est important que les personnes qui y participent transmettent les notions acquises à leurs collègues afin de maximiser la transmission des connaissances. En 2021-2022, il y a eu 90 % de retour à la suite de congrès.</p>

Indicateur 2	Réaliser les activités prévues au plan d'action du Comité scientifique
Cible 2021-2022	100 %
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1084 562 1154 590">100%</p> <p data-bbox="703 625 1531 701">Le Comité scientifique a réalisé 3 activités de son plan d'action, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="711 737 1531 812">1 - Communication, diffusion d'information et veille technologique entre les différents services du LSJML ; <li data-bbox="711 848 1523 875">2 - Planifier annuellement les besoins en équipement du LSJML ; <li data-bbox="711 911 1390 938">3 - Promouvoir le rayonnement scientifique du LSJML. <p data-bbox="703 974 1531 1050">Après révision des besoins et des priorités au cours de l'année, deux activités au plan d'action ont été annulées.</p>



Objectif 1.2 : Pendant toute la durée du plan d'action, optimiser les moyens de communication en vue de faciliter les échanges avec nos partenaires et la communauté scientifique.

Indicateur 1	Nombre de jours de formation dispensés
Cible 2021-2022	60jrs/pers.
Résultats 2021-2022	<p style="text-align: center;">76 jours/ personne</p> <p>Ces jours de formation ont porté sur des sujets variés tels le renseignement criminalistique (profilage de faux documents), les agressions sexuelles, la pathologie judiciaire, les classes et les effets des substances utilisées dans les cas de capacités affaiblies. Les formations ont été dispensées à des enquêteurs, policiers, coroners, étudiants et médecins résidents, et ce, en format virtuel pour la grande majorité. De plus, les formations sont maintenant compilées à l'aide d'une base de données, ce qui améliore grandement la précision des statistiques sur les formations offertes. La reprise des formations en présentiel et une compilation des formations plus exhaustives expliquent la hausse marquée du nombre de jours de formations offertes comparativement à l'année dernière (59 jours).</p>

Indicateur 2	Dépôt d'une étude de marché en matière de profilage de faux documents
Cible 2021-2022	Réaliser l'étude au 30 septembre 2021
Résultats 2021-2022	<p>Afin de mieux cibler les besoins de nos partenaires en matière de formations et d'expertises reliées au profilage de faux documents, le LSJML s'est fixé comme objectif d'entreprendre une étude de marché. Cependant, une restructuration des activités du service de profilage de faux documents a forcé le report de cette étude à l'année financière 2022-2023.</p>
Indicateur 3	Nombre d'activités de rayonnement scientifique effectuées
Cible 2021-2022	17
Résultats 2021-2022	<p>Ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 présentations orales et par affiche (voir annexes 1 et 2) - 4 articles scientifiques (voir annexe 3) - 6 projets de collaboration avec la communauté scientifique (voir annexe 4)

Indicateur 4	Nombre de projets d'amélioration des communications
Cible 2021-2022	11
Résultats 2021-2022	<p>9 projets d'amélioration des communications ont été complétés ou entrepris. Ils se répartissent ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 6 ont été complétés : <ul style="list-style-type: none"> - Continuer la révision de la trousse médico-légale, des formulaires et du guide en lien avec la table de concertation des agressions sexuelles; - Participer au Comité scientifique et au comité administratif du Bureau du coroner ; - Réaliser les activités prévues par le Comité témoignage; - Promouvoir la transmission de l'information aux corps de police au moyen de GDE et encourager la consultation de cette plateforme; - Effectuer un sondage de satisfaction de la clientèle; - Présentation au colloque des coroners 2021 (remplacé par des présentations faites à plusieurs coroners/colloque annulé dû à la COVID 19). • 3 projets se poursuivront en 2022-2023 : <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de la signature électronique et de la disponibilité des rapports d'expertises par le biais de GDE (en attente de l'acquisition du logiciel de signature électronique); - Uniformisation des rapports de pathologie; - Effectuer une refonte du site internet du LSJML. • 2 projets sont reportés en 2022-2023 : <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre les activités du Comité consultatif ; - Produire et publier des prospectus avec un résumé des statistiques annuelles en Toxicologie.

Objectif 1.3 : Consolider l'offre de service aux corps de police autochtones.

Indicateur 1	Taux de réalisation des actions prévues au plan d'action de l'agent de liaison
Cible 2021-2022	100 %
Résultats 2021-2022	100 % Afin de fournir un accompagnement dans le traitement des dossiers soumis par les corps de police autochtones (CPA), le LSJML s'est doté d'un agent de liaison spécifiquement attiré aux demandes des CPA. Ce dernier a réalisé l'ensemble des objectifs qui lui ont été fixés pour l'année 2021-2022.



Orientation 2 : Mieux orienter

Objectif 2.1 : Consolider l'offre de service en matière d'orientation des enquêtes policières.

Indicateur 1	Participer aux réunions du Forum contre la fraude envers l'État
Cible 2021-2022	Participer à 2 réunions
Résultats 2021-2022	Les restrictions sanitaires liées à la Pandémie ont obligé le report du Forum contre la fraude envers l'État. La participation du LSJML à ce forum est donc remise à l'automne 2022.

Indicateur 2	Offrir une formation adéquate afin de renforcer la lutte contre la fraude envers l'État
Cible 2021-2022	Offrir 5 formations
Résultats 2021-2022	Le service de profilage de faux documents a été présenté lors de 19 rencontres. De ces rencontres, 10 ont été des rencontres de formations sur la détection de faux permis de conduire et de fausses cartes d'assurance-maladie. D'ailleurs, plus de 700 personnes ont assisté à ces rencontres et ces formations.

Objectif 2.2 : Développer l'offre de service en matière d'orientation d'enquêtes policières

Indicateur 1	Évaluation des besoins de la clientèle en matière d'assistance sur les scènes de crimes impliquant des drogues et des médicaments
Cible 2021-2022	31 mars 2022
Résultats 2021-2022	L'évaluation des besoins de notre clientèle en matière d'assistance lors de démantèlements de laboratoires clandestins a été réalisée. Suite à cette évaluation, il a été décidé de ne pas aller de l'avant avec cette nouvelle offre de service, car la demande n'était pas au rendez-vous.

Indicateur 2	Structure déployée et fonctionnelle concernant l'analyse des réseaux criminels par des liens ADN
Cible 2021-2022	31 mars 2022
Résultats 2021-2022	La structure du projet des réseaux criminels par des liens ADN n'est pas encore déployée. Cependant, un projet pilote a été finalisé (UQTR-SQ) et le LSJML est en attente d'un retour de la Sûreté du Québec pour la suite du projet.

Indicateur 3	Réaliser les actions prévues au plan d'action portant sur le développement du phénotypage (portrait-robot génétique)
Cible 2021-2022	100%
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1089 617 1154 646">100%</p> <p data-bbox="711 680 1533 953">La Direction de la biologie/ADN a réalisé l'ensemble des actions prévues dans ce projet. L'appareil NGS a été acquis en septembre 2021 et sa validation est présentement en cours et devrait prendre fin au printemps 2023. Le service de phénotypage sera alors offert aux corps policiers au cours de cette période.</p>

Indicateur 4	Réaliser les actions prévues au plan d'action portant sur le développement de la généalogie génétique
Cible 2021-2022	100%
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1089 1331 1154 1360">100%</p> <p data-bbox="711 1394 1533 1764">Un projet pilote a été mis en place afin d'évaluer l'utilité des banques de données généalogiques publiques. La Direction de la biologie/ADN a aussi collaboré avec une consultante en généalogie afin de mettre à l'essai cette nouvelle méthode de renseignement criminalistique. Au courant de l'année 2022-2023, la Direction de la biologie/ADN sera en mesure d'utiliser la généalogie génétique afin d'orienter le Bureau du coroner dans certains dossiers d'intérêt.</p>

Indicateur 5		Réaliser les actions prévues au plan d'action portant sur le projet patronymes	
Cible 2021-2022			100%
Résultats 2021-2022		100%	La Direction de la biologie/ADN a réalisé l'ensemble des actions prévues dans ce projet. Le service de patronyme Y est offert aux corps policiers depuis mars 2022 dans les dossiers de crimes contre la personne (Cold cases) et d'identification de restes humains.

Indicateur 6		Réaliser les actions prévues au plan d'action portant sur le profilage de drogues	
Cible 2021-2022			100%
Résultats 2021-2022		100%	La Direction de la criminalistique a réalisé l'ensemble des actions prévues au plan d'action. Des présentations sur le profilage de drogues ont été faites à divers corps de police et autres organisations. Des partenariats ont été établis avec diverses organisations comme l'Université de Lausanne, Santé Canada et la Sûreté du Québec. Le profilage de drogues est toujours à l'étape de la validation, mais ce service pourrait devenir opérationnel au courant de l'année 2023.

Objectif 2.3 : Développer un pôle d'expertise en pathologie judiciaire

Indicateur 1	Réalisation du projet de développement d'un pôle d'expertise en autopsies non judiciaires pour le secteur ouest du Québec
Cible 2021-2022	31 mars 2022
Résultats 2021-2022	En raison de la pandémie, ce projet n'a pas connu d'avancée significative au cours de l'exercice. Ce projet est reporté à l'année financière 2022-2023.



Enjeu 2 : Des services qui reflètent les valeurs et les attentes de la société québécoise**Orientation 3** : Mieux servir

Objectif 3.1 : Optimiser les pratiques scientifiques

Indicateur 1	Le pourcentage des méthodes révisées et de nouvelles méthodes
Cible 2021-2022	75%
Résultats 2021-2022	50% Au cours de l'exercice financier 2021-2022, le LSJML avait envisagé de réviser ou ajouter 32 méthodes. Parmi celles-ci, 16 ont été ajoutées ou révisées. Puisque les ressources du LSJML ont consacré leurs efforts à l'amélioration des délais de traitement des expertises, la cible n'a pas été atteinte.

Objectif 3.2 : Améliorer les délais d'expertise

Indicateur 1	Le pourcentage de demandes terminées dans les délais fixés par rapport au pourcentage de l'année précédente
Cible 2021-2022	70%
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1084 701 1138 730">70%</p> <p data-bbox="695 758 1534 1213">En raison de la poursuite de la pandémie, la cible initialement prévue (77 % en 2021-2022) a été, comme pour l'année précédente, revue à 70 %, étant donné le ralentissement des activités causé par le maintien des processus opérationnels hybrides et les difficultés d'approvisionnement et de soutien technique pour les équipements scientifiques. Malgré ces difficultés, la cible de 70 % a été atteinte. À noter que le Laboratoire a connu une augmentation de près de 10% de ses demandes d'expertises pour l'année 2021-2022 (ce qui représente plus de 1500 demandes d'expertises supplémentaires pour une augmentation d'environ 3000 pièces à conviction).</p>
Indicateur 2	Le pourcentage de dossiers actifs de plus de 6 mois
Cible 2021-2022	≤ 5 %
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1094 1547 1138 1577">6 %</p> <p data-bbox="701 1610 1531 1833">Pour 2021-2022, le pourcentage des dossiers actifs depuis plus de 6 mois est passé de 11% à 6%. En effet, par rapport à l'exercice précédent, l'ajout des ressources au LSJML et l'ensemble des mesures prises par les directions ont permis de réduire nos dossiers actifs depuis plus de 6 mois.</p>

Indicateur 3	Signature d'une nouvelle entente fédérale portant sur la BNDG
Cible 2021-2022	31 mars 2022
Résultats 2021-2022	Une entente d'une durée de 5 ans pour le financement des analyses biologiques avec Sécurité publique Canada est présentement en élaboration. Cette entente couvre la période de 2022-2023 - 2026-2027. L'entente devrait être signée au courant de l'année financière 2022-2023.

Indicateur 4	Participation active au Comité de gestion du MSP
Cible 2021-2022	3 ≥ présentations au Comité de gestion
Résultats 2021-2022	<p style="text-align: center;">2 présentations</p> <p>Le LSJML a fait deux présentations au Comité de gestion du MSP sur les derniers développements en renseignement criminalistique de la Direction de la biologie/ADN (Projet Patronyme Y). Ces présentations ont permis au Comité de gestion d'être au fait des derniers développements scientifiques de la Direction de la biologie/ADN et de bien saisir les possibilités que le renseignement criminalistique en Biologie offre à la clientèle du Laboratoire.</p>

Objectif 3.3 : Intensifier la lutte contre les agressions sexuelles

Indicateur 1	Pourcentage de réalisation des actions du plan de redressement de la Biologie/ADN
Cible 2021-2022	100%
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1094 680 1159 709">100%</p> <p data-bbox="712 743 1539 1115">La Direction de la biologie/ADN a réalisé l'ensemble des actions prévues à son plan de redressement. La Biologie/ADN a réussi à résorber l'ensemble de l'arriéré de travail au niveau des demandes d'expertise en attente. De plus, la réalisation du plan de redressement par la Biologie/ADN a permis d'absorber une augmentation des demandes de près de 27% en plus d'améliorer ses délais dans le traitement de ses demandes d'expertise.</p>

Indicateur 2	Participation à divers comités portant sur les agressions sexuelles
Cible 2021-2022	3 ≥
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1102 1503 1127 1533">3</p> <p data-bbox="712 1566 1539 1644">Le LSJML a participé à trois comités portant sur les agressions sexuelles :</p> <ul data-bbox="729 1680 1539 1839" style="list-style-type: none"> - Comité des centres désignés pour les agressions sexuelles - Comité de révision des pratiques policières concernant les agressions sexuelles - Table de concertation des agressions sexuelles

Objectif 3.4 : Intensifier les efforts dans l'analyse des dossiers cold cases et des dossiers d'identification des personnes disparues

Indicateur 1	Analyser et réviser 300 dossiers Inconnus-Disparus
Cible 2021-2022	300
Résultats 2021-2022	175 La Direction de la médecine légale a révisé 175 dossiers inconnus-disparus. À la fin de l'exercice 2021-2022, plusieurs dossiers étaient en cours d'analyse. L'exercice de révision des 300 dossiers sera complété en 2022-2023.

Indicateur 2	Nombre de dossiers cold cases, personnes disparues et restes humains traités
Cible 2021-2022	50 dossiers Cold cases/150 dossiers personnes disparues et restes humains
Résultats 2021-2022	45 dossiers Cold cases/183 dossiers personnes disparues et reste humains La Direction de la biologie/ADN a été en mesure de dépasser ses attentes en traitant 183 dossiers de personnes disparues et de restes humains. Cependant, la cible des 50 dossiers Cold cases n'a pas été atteinte dû au fait que la formation de nouveaux professionnels ait accaparé certaines ressources dédiées à ce type de dossiers.

Orientation 4 : Mieux performer

Objectif 4.1 : Se doter des ressources essentielles au bon fonctionnement du Laboratoire

Indicateur 1	Le pourcentage de réalisation du plan de formation
Cible 2021-2022	100 %
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1089 695 1143 726">76%</p> <p data-bbox="703 743 1533 1167">La poursuite de la situation pandémique en 2021-2022 a, une fois de plus, modifié le plan de formation prévisionnel du LSJML. La quasi-totalité des formations hors Québec et au Québec a été annulée ou remise sous forme virtuelle. Cependant, avec la démocratisation des webinaires et des conférences virtuelles, les employés du LSJML ont pu assister à davantage de formations, considérant les coûts plus faibles. De ce fait, le LSJML a réussi à réaliser 76% de son plan de formation pour l'année financière 2021-2022 en participant aux alternatives proposées en virtuel.</p>

Indicateur 2	Suivre le niveau d'avancement du projet de migration LIMS LabVantage
Cible 2021-2022	Signature du contrat
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="703 1493 1533 1719">Des représentations ont été effectuées par la Direction générale adjointe des technologies de l'information auprès du fournisseur. Une évaluation des besoins est en cours et des présentations de la nouvelle solution LIMS LabVantage ont été faites au LSJML. Un contrat est en préparation et il devrait être signé en 2022-2023.</p>

Indicateur 3	Le pourcentage de réalisation du plan de capitalisation (base budgétaire)
Cible 2021-2022	80 %
Résultats 2021-2022	100 % 49 dossiers étaient planifiés au plan de capitalisation 2021-2022. 19 de ces dossiers ont été terminés pour un montant global de 1 472 806\$. Cela représente 100 % du budget du plan de capitalisation. 11 de ces dossiers sont toujours en cours de traitement, 11 ont été reportés et 3 sont toujours en attente de traitement. Le LSJML a donc été en mesure d'assurer un suivi dans 94% de ses dossiers de capitalisation cette année.



Indicateur 4	Le pourcentage de réalisation du plan immobilier de projets mineurs et majeurs
Cible 2021-2022	80%
Résultats 2021-2022	<p style="text-align: center;">Projets majeurs : 100%</p> <p style="text-align: center;">Projets mineurs : 42%</p> <p>Parmi les 9 projets majeurs prévus pour 2021-2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 projet a été complété : <ul style="list-style-type: none"> - La décontamination de la salle de tirs d'armes à feu. • 6 projets sont toujours en cours : <ul style="list-style-type: none"> - L'aménagement des salles d'autopsies du LSJML; - Remplacement des contrôleurs de hottes; - Remplacement des douches oculaires; - L'aménagement des locaux de la toxicologie; - Le changement du système de contrôle d'accès sécurisés du LSJML; - La réfection de l'espace cuisinette du LSJML . • 2 projets n'ont pas été retenus par la Direction de la gestion immobilière : <ul style="list-style-type: none"> - L'aménagement des locaux de criminalistique; - La mise à niveau des locaux RC61 et RC 62 de la criminalistique. <p>20 projets mineurs étaient prévus en 2021-2022 et 13 nouveaux projets ont été ajoutés au courant de l'année. De ces 33 projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 sont en cours • 7 sont terminés • 19 sont en attente • 2 sont annulés

Indicateur 5	Le pourcentage de réalisation du plan d'action de la Direction de la gestion administrative (activités de support aux directions et à la clientèle)
Cible 2021-2022	100%
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1089 596 1143 625">66%</p> <p data-bbox="704 659 1533 1066">Le plan d'action était très, peut-être trop, ambitieux avec 57 actions au total. 37 ont été réalisées au complet et 13 partiellement. Ce qui représente de belles réalisations des différents services et de l'équipe. Toutefois, le format du plan d'action ne permet pas un suivi représentatif de toutes les activités. Plusieurs actions prévues n'étaient pas sous le contrôle direct de la DGA et la réalisation en était donc affectée. Une révision du format du plan d'action et de son suivi est prévue pour la prochaine année financière.</p>
Indicateur 6	Le pourcentage de réalisation du plan d'action de la Direction de la gestion administrative (projets d'amélioration des pratiques de la direction)
Cible 2021-2022	90%
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1089 1423 1143 1453">60%</p> <p data-bbox="704 1486 1533 1801">Plusieurs projets de restructuration et d'amélioration des processus au sein de la direction ont été prévus et en partie réalisés. Certains sont toujours en cours et vont se poursuivre pour l'année financière à venir. Cette année encore sous pandémie a compliqué certaines opérations courantes et diminué les possibilités d'amélioration prévues. La construction d'un esprit d'équipe fort est en cours de consolidation.</p>

Objectif 4.2 : Moderniser la gestion du système qualité

Indicateur 1	Le pourcentage de réalisation des projets prévus au plan du système qualité
Cible 2021-2022	100 %
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1084 657 1146 688">80 %</p> <p data-bbox="703 722 1533 800">Des 13 actions prévues en 2021-2022 afin d'atteindre « les objectifs qualité » :</p> <ul data-bbox="764 835 1053 961" style="list-style-type: none"> • 7 ont été réalisées • 4 ont été débutées • 2 ont été reportées <p data-bbox="703 1045 1533 1709">L'augmentation du personnel, le développement de nouvelles méthodes et d'un nouveau service et les enjeux en lien avec la gestion des rapports d'expertise et le parc d'équipement ont fait que les ressources en assurance qualité se sont avérées insuffisantes pour développer toutes les actions prévues. Lors de l'audit externe de l'automne 2021, pour lequel le nombre de non-conformités soulevées a encore diminué par rapport à celui de 2019, des éloges sur notre approche de gestion des risques ont été mentionnés et l'accréditation du Laboratoire a été renouvelée. Afin de faire face à l'augmentation des besoins en Assurance Qualité un poste de coordonnateur qualité adjoint a été demandé pour 2022-2023. Ce poste permettra donc de renforcer l'équipe qualité du Laboratoire et le suivi des objectifs qualité de 2022-2023.</p>

Indicateur 2	Le pourcentage de réalisation du plan de suivi de gestion du risque
Cible 2021-2022	100 %
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1081 575 1154 604">100 %</p> <p data-bbox="703 640 1533 915">La mise à jour des risques et des fiches a été effectuée par la cellule qualité. Le tableau de suivi des risques est en cours d'amélioration. 100% des risques ont été revus et classifiés dans la nouvelle matrice prévue à cet effet. La gestion des risques est en constante évolution et les efforts de 2021-2022 ont été portés sur ce sujet et sur l'amélioration de notre suivi de l'impartialité.</p>

Indicateur 3	Le pourcentage de réalisation du plan de suivi des activités d'amélioration continue
Cible 2021-2022	100 %
Résultats 2021-2022	<p data-bbox="1089 1226 1146 1255">N/A</p> <p data-bbox="703 1291 1533 1566">Plusieurs processus d'amélioration continue ont été entrepris et réalisés au sein du LSJML durant l'année. Néanmoins, ils n'ont pas été compilés pour l'année 2021-2022 par manque de ressources. Une remise à jour de cette compilation est prévue pour la prochaine année financière et un processus de compilation plus adéquat est en cours de développement.</p>

Objectif 4.3 : Améliorer les pratiques de gestion

Indicateur 1	Le nombre de projets réalisés
Cible 2021-2022	4
Résultats 2021-2022	<p>Le LSJML avait la possibilité d'entreprendre 4 projets d'amélioration des pratiques de gestion.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 ont été complétés : <ul style="list-style-type: none"> - Implanter une salle de pilotage tactique; - Terminer l'intégration du renseignement criminalistique - profilage de faux documents aux processus du Laboratoire et à l'assurance qualité; - Améliorer la gestion documentaire électronique des formations et de l'assiduité. • 1 projet est reporté en 2022-2023 : <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un comité éthique.



Ressources financières

Tableau 1 — Ressources financières

CRÉDITS MODIFIÉS	BUDGET (en k\$)
Budget de rémunération	10 296,2
Financement de rémunération – programmes spéciaux (Entente fédérale, FRVC, lutte contre la fraude, mesures autochtones)	3 582,8
Budget de fonctionnement ⁱ	3 897,7
Financement de fonctionnement – programmes spéciaux (Entente fédérale, FRVC, lutte contre la fraude, mesures autochtones)	1 160,7
Budget des éléments de gestion centrale	1 071,1
Budget de capitalisation centralisé ⁱⁱ	1 321,1
TOTAL BUDGET 2021-2022	21 329,6

ⁱ Comprends les modifications budgétaires 2020-2021 : dorénavant certaines dépenses ont été décentralisées, comme le loyer ou la contribution employeur.

ⁱⁱ Le budget de capitalisation est géré par la Direction des ressources financières, matérielles (DRFM) du ministère de la Sécurité publique.

Revenus autonomes

Le Laboratoire dispose d'un revenu autonome de 3 693,4 k\$ dont la majorité provient de l'entente fédérale. Le complément des revenus autonomes provient de la vente de services accessoires et représente un montant de 213,1 k\$ soit 6 % du financement total.

Il est important de mentionner que 94 % des revenus autonomes de l'organisation découlent donc de l'entente fédérale concernant le financement des coûts associés à l'établissement des profils génétiques (ADN) provenant de scènes de crime s'étant produites au Québec, afin d'alimenter le fichier national de criminalistique.

Tableau 2 — Revenus autonomes du LSJML

SECTEURS	2021-2022		2020-2021	
	REVENUS (k\$)	%	REVENUS (k\$)	%
Biologie/ADN ¹	3 480,3	94,23	3 463,7	94,37
Criminalistique	78,3	2,12	82,5	2,25
Médecine légale	12,6	0,34	13,1	0,36
Toxicologie	122,2	3,31	110,9	3,02
Autres services rendus	0	0	0	0
TOTAL	3693,4	100	3670,2	100

¹ Inclut 3 450,0 k\$ provenant de l'entente fédérale

Dépenses de rémunération et de fonctionnement

Tableau 3 — Dépenses de rémunération et de fonctionnement

DÉPENSES	DÉPENSES RÉELLES (k\$)		ÉCART EN %
	2021-2022	2020-2021	
Rémunération			
Traitements — Réguliers	13 884,9	12 979,2	7,0
Contribution employeur (décentralisée depuis 2019-2020)	1 400,3	1 302,4	7,5
Total partiel	15 285,2	14 281,6	7,0
Fonctionnement			
Transport et communications	90,0	93,1	(3,3)
Formation - Colloque - Congrès	28,8		
Services professionnels	275,1	207,1	32,8
Entretien et réparation	598,6	459,4	30,3
Fournitures – Approvisionnements Et Équipements	2 371,9	2 041,7	16,2
Loyer (décentralisé depuis 2019-2020)	2 477,3	2 480,9	(0,2)
Total partiel	5 841,7	5 282,2	10,6
TOTAL	21 126,9	19 563,8	8,0
Autres dépenses — Budget centralisé			
Rémunération	96,0	88,5	8,5
Fonctionnement	136,6	440,2	(69)
Amortissement	838,5	826,2	1,5
TOTAL	1 071,1	1354,9	(20,9)
Dépenses de capitalisation	1 472,8	212,1	594,4
TOTAL	23 670,8	21 130,8	12,0

Ressources humaines

Répartition de l'effectif par secteur d'activité

Le Laboratoire a consommé 326 159 heures rémunérées, soit 32 125 heures de plus que sa cible autorisée de 294 034 heures rémunérées afin de réaliser les objectifs de son plan d'action 2021-2022. Au 31 mars 2022, le LSJML comptait un total de 195 employés, dont 159 permanents et 36 occasionnels.

Tableau 4 — Répartition de l'effectif en poste au 31 mars 2022

DIRECTIONS	2021-2022		2020-2021	
	Permanents	Occasionnels	Permanents	Occasionnels
Direction générale et Direction de la gestion administrative	18	8	17	5
Biologie/ADN	54	18	55	13
Criminalistique : balistique, chimie, incendies/explosions, documents et Renseignement criminalistiques	33	1	28	1
Médecine légale	14	0	10	1
Toxicologie	40	9	41	8
TOTAL	159	36	151	28

Les activités scientifiques et techniques

Le nombre de demandes d'expertise reçues

Tableau 5 — Nombre de demandes reçues en 2021-2022

SECTEURS D'EXPERTISE	DEMANDES REÇUES EN 2021-2022	DEMANDES REÇUES EN 2020-2021	ÉCART EN %
Biologie/ADN	7 102	6 003	18,31
Criminalistique :			
• Balistique	2 409	2 156	11,73
• Chimie	237	260	(8,85)
• Documents et imagerie et renseignement	220	253	(13,04)
• Incendies/explosions	435	442	(1,58)
Médecine légale	610	589	3,57
Toxicologie	7 101	6 707	5,87
TOTAL LSJML	18 114	16 410	10,38

Tableau 6 — Nombre de pièces à conviction reçues en 2021-2022

PIÈCES REÇUES AU SERVICE DES PIÈCES À CONVICTION	2021-2022	2020-2021	ÉCART EN %
Pièces reçues	52 259	47 452	10,13

Le nombre de dossiers terminés

Tableau 7 — Nombre de dossiers terminés en 2021-2022

SECTEURS D'EXPERTISE	2021-2022			2020-2021			ÉCART EN % ENTRE LES DOSSIERS TERMINÉS
	% DOSSIERS TERMINÉS EN 90 JOURS ET MOINS	DOSSIERS TERMINÉS EN 90 JOURS ET MOINS	DOSSIERS TERMINÉS	% DOSSIERS TERMINÉS EN 90 JOURS ET MOINS	DOSSIERS TERMINÉS EN 90 JOURS ET MOINS	DOSSIERS TERMINÉS	
Biologie/ADN	66%	4 686	7 100	51%	3 439	6 744	5,28
Criminalistique :							
• Balistique	40%	734	1 836	66%	1 438	2 178	(15,70)
• Chimie	82%	152	185	76%	178	233	(20,60)
• Documents, imagerie et renseignement	77%	143	185	40%	78	196	(5,61)
• Incendies/explosions	84%	279	334	95%	402	424	(21,23)
Médecine légale	87%	539	618	78%	411	524	17,94
Toxicologie	78%	5 812	7 473	88%	5 489	6 260	19,38
Total LSJML	70%	12 345	17 731	69%	11 435	16 559	7,08



Témoignages

Tableau 8 — Nombre de témoignages effectués en 2021-2022

TÉMOIGNAGES	2021-2022	2020-2021	ÉCART EN %
Direction de la gestion administrative			
À la cour	0	0	(100,0)
Visio-témoignage	0	1	
Total DGA	0	1	
Biologie			
À la cour	35	24	31,0
Visio-témoignage	20	18	
Total Biologie	55	42	
Criminalistique			
• Balistique			
À la cour	23	13	38,9
Visio-témoignage	2	5	
Total Balistique	25	18	
• Chimie			
À la cour	1	1	0,0
Visio-témoignage	2	2	
Total Chimie	3	3	
• Documents-Imagerie			
À la cour	3	1	100
Visio-témoignage	3	2	
Total Documents	6	3	

Tableau 8 (suite) — Nombre de témoignages effectués en 2021-2022

TÉMOIGNAGES	2021-2022	2020-2021	ÉCART EN %
Criminalistique (suite)			
Incendies/Explosions			
À la cour	2	0	-
Visio-témoignage	0	0	
Total Incendies/Explosions	2	0	
Médecine légale			
À la cour	26	8	30,8
Visio-témoignage	8	18	
Total Médecine légale	34	26	
Toxicologie			
À la cour	65	40	45,8
Visio-témoignage	40	32	
Total Toxicologie	105	72	
Total témoignages à la cour	155	87	78,2
Total visio-témoignages	75	78	(3,9)
TOTAL — LSJML	230	165	39,4

Scènes de crime

Tableau 9 — Nombre de scènes de crime expertisées en 2021-2022

SCÈNES DE CRIME			
SECTEURS D'EXPERTISE	2021-2022	2020-2021	Écart en %
Biologie/ADN	24	47	(48,94)
Criminalistique :			
• Balistique	33	28	17,86
• Chimie	3	5	(40,00)
• Incendies/explosions	4	2	100,00
Médecine légale	4	4	0
TOTAL	69	86	(19,77)

Tableau 10 – Nombre d'heures travaillées sur les scènes de crime expertisées en 2021-2022

SCÈNES DE CRIME	
SECTEURS D'EXPERTISE	2021-2022
Biologie/ADN	958
Criminalistique :	
• Balistique	795
• Chimie	27
• Incendies/explosions	282
Médecine légale	76
TOTAL	2 138



Les comités

Comités internes

En plus du Comité de direction et des comités propres à chacune des directions, plusieurs comités de travail sont actifs au LSJML. Ils doivent tous déposer, au Comité de direction, des plans d'action en début d'année et un bilan quant à la réalisation des actions prévues en fin d'année.

Voici la liste des comités présentement actifs au LSJML :

Comité de développement durable

Mandat :

Ce comité a pour rôle de sensibiliser et d'informer le personnel du Laboratoire sur les bonnes pratiques de développement durable qui s'appuient sur une vision à long terme prenant en compte le caractère indissociable des dimensions environnementales, sociales et économiques des activités de développement.

Dossier marquant en 2021-2022 : Le CDD se préoccupe des moyens de recyclage ou de réutilisation des matières. Des suivis ont été faits avec les autres intervenants de l'édifice afin de favoriser le recyclage des EPI (équipement de protection individuelle) notamment pour les masques utilisés en grande quantité pendant la COVID. La récupération et d'instruments scientifiques et autres (cartouches, etc.) fait partie des réalisations du CDD.

Un canal Teams où des astuces écologiques sont publiées a été mis en valeur auprès des employés. Six astuces ont été publiées en 2021-2022.

Des employés représentant chacune des directions du Laboratoire composent maintenant le CDD.

Comité de direction

Les membres du Comité de direction se sont rencontrés à dix reprises au courant de l'année 2021-2022.

Comité qualité

Mandat :

Le comité qualité est composé de 16 personnes provenant des différents services, qui se réunissent en fonction des besoins, des tâches et des priorités des actions à entreprendre dans le cadre du maintien et de l'amélioration du système qualité du Laboratoire (mise à jour de la documentation, suivi des non-conformités, suivi des tests d'efficacité, etc.)



Comité reconnaissance

Mandat :

Ce comité doit assurer une veille sur les pratiques en matière de reconnaissance, élaborer un calendrier annuel d'activités de reconnaissance et les réaliser, promouvoir les pratiques de reconnaissance et rendre des comptes sur l'état de la situation de la reconnaissance au Laboratoire.

Dossier marquant en 2021-2022 :

Pour une deuxième année consécutive, le gala reconnaissance s'est tenu sous forme virtuelle. Le Comité reconnaissance a fait preuve de créativité en offrant une version plus complète du gala afin de souligner l'apport des employés à la réalisation de la mission du LSJML. Outre les réalisations dignes de mention et la reconnaissance des années de service des employés, le Comité a tenu à souligner le travail extraordinaire des spécialistes des scènes de crime.

Comité Santé et Sécurité au Travail (SST)

Ce comité est constitué conformément à la Loi sur la santé et la sécurité du travail (RLRQ, chapitre, S-2.1). Il est paritaire, ce qui signifie qu'il exige la collaboration des deux parties, employeur et travailleur, et que chacune a des pouvoirs égaux.

Mandat :

Ce comité a pour fonction de recevoir les suggestions et les plaintes du personnel du Laboratoire, de les prendre en considération, de les conserver et d'y répondre. De plus, il doit sensibiliser le personnel sur différents sujets touchant la santé et la sécurité au travail. Ainsi, des capsules d'information sont régulièrement transmises au personnel par le biais de courriels et sur l'intranet du Laboratoire.

Dossier marquant en 2021-2022 :

Cette année, le comité SST a mis en place différents outils pour aider à la santé psychologique des travailleurs:

- Projet-pilote de rencontres (C.I.S.M.U.F.) et séances de désamorçage suite à un événement troublant pour les employés de première ligne (ex. pathologistes, assistants-pathologistes, spécialistes en scène de crime);
- Formations portant entre autres sur la santé psychologique et la gestion du stress, ainsi qu'une ligne d'écoute Info-Social (811), le tout disponible à l'ensemble du personnel du LSJML.

Comité scientifique

Mandat :

Ce comité a pour mandat de formuler des recommandations au Comité de direction afin d'optimiser la capacité scientifique, essentielle à la mission du Laboratoire. Plus spécifiquement, il effectue une veille technologique concernant les nouveaux développements scientifiques et analytiques dans le domaine des sciences judiciaires. Il favorise la communication et la diffusion d'informations de nature scientifique entre les différents services du LSJML, il planifie les besoins en équipement scientifique, en recommande l'achat au Comité de direction et enfin, il promeut le rayonnement scientifique du Laboratoire aux niveaux national et international.

Dossier marquant en 2021-2022 :

Le comité scientifique a réalisé le 4^e symposium en mai 2021. Le Comité a également établi et divulgué au Comité de direction, la liste des équipements prioritaires à acquérir pour le maintien et le développement des compétences scientifiques du Laboratoire. De plus, le comité a continué la veille scientifique et la promotion de 2 articles scientifiques réalisés par le LSJML.

Comité témoignage

Mandat :

Ce comité a pour mandat de planifier et d'encadrer la formation générale pour le témoignage, d'offrir du soutien lors de la préparation de certains témoignages, de l'accompagnement lors des premiers témoignages et de chapeauter le processus d'évaluation des témoignages.

Dossier marquant en 2021-2022 :

Le comité s'est également penché sur le processus de traduction de rapports d'expertise. Une emphase plus grande a été mise sur la notion d'impartialité ainsi que sur l'importance d'un soutien accru à apporter aux experts dans certains dossiers plus médiatisés.

Comités externes

En plus de leurs activités courantes et des témoignages devant les tribunaux, certains membres du Laboratoire ont, selon leurs compétences particulières, fait partie des comités suivants :

- Comité administratif BC-LSJML;
- American Academy of Forensic Sciences Standard (AAFS), Board: Forensic Document Examination Consensus Body;
- Comité Anastasia;
- Comité consultatif du Centre of Forensic Sciences de Toronto ;
- Comité consultatif en matière de capacité de conduite (CCMCCA) ;
- Comité consultatif permanent et sous-comité en emploi de la force ;
- Comité de communications de l'International Association of Forensic Toxicologists (TIAFT) ;
- Comité de coordination des hauts fonctionnaires (CCHF-CCSO) ;
- Comité de gestion de la Collection Demirjian, Faculté de Médecine dentaire, Université de Montréal ;
- Comité de la sur spécialité en pathologie judiciaire au Collège Royal du Canada ;
- Comité de recherche, American Board of Forensic Odontology.
- Comité décès d'enfant ;

- Comité des analyses de l'alcool de la Société canadienne des sciences judiciaires (CAA) ;
- Comité des Centres désignés pour l'intervention auprès des victimes d'agressions sexuelles
- Comité des directeurs de laboratoires judiciaires canadiens ;
- Comité des drogues au volant de la Société canadienne des sciences judiciaires (DDC) ;
- Comité des infractions routières criminelles (CIRC) ;
- Comité des médias sociaux, Journal of Analytical Toxicology ;
- Comité directeur de gestion en décès multiples ;
- Comité directeur en affaires policières sur la mise en œuvre de la légalisation du cannabis ;
- Comité DVI Interpol ;
- Comité exécutif ADN des crimes majeurs (comité policier) ;
- Comité fédéral-provincial territorial sur l'ADN ;
- Comité Jérémie Rill ;
- Comité NCM PUR (National Centre for Missing Persons and Unidentified Remains) ;
- Comité pancanadien Réseau intégré canadien d'imagerie balistique (RICIB/CIBIN) pour la gestion du système national IBIS ;
- Comité scientifique BC-ISJML ;
- Comité stratégique sur les disparitions et les enlèvements et comité opérationnel enlèvements et disparitions ;
- Comité SWGCHEM (Scientific Working Group for Chemistry) ;
- Comité SWGDAM américain (Scientific Working Group for DNA Analysis Methods)
- Comité SWGDAM canadien (Scientific Working Group for DNA Analysis Methods) ;
- Comité SWGGUN canadien (Scientific Working Group for Firearms and Toolmarks) ;
- Comité SWGTOX canadien et post mortem (Scientific Working Group for Toxicology) ;
- Comité technique agents évaluateurs ;
- Comité technique sur les appareils d'analyse d'alcool ;
- Comité vigie des surdoses de la Direction de la santé publique de Montréal ;
- Conseil d'administration de l'American Board of Forensic Odontology ;
- Groupe pancanadien de toxicovigilance (TOX-LRN) ;
- Table de concertation pour les victimes d'agression sexuelle de la région de Montréal ;
- Sous-comité vigie des surdoses de la Direction de la santé publique de la Capitale-Nationale.

Annexe 1

Présentations orales

Beauchamp-Doré, Audrey, Gosselin, Véronique, Rapports d'expertise en Toxicologie : revue et explications, Midi-conférence coroner, septembre 2021;

Comte Jennifer, Étude de validation sur des échantillons de sang gelés retrouvés sur divers substrats, ISFG-GF, en virtuel, mai 2021.

Côté, Cynthia, Tascon, Inès, Garneau, Béatrice, Desharnais, Brigitte, Gosselin, Véronique, Mireault, Pascal, « Post Mortem redistribution of THC », 2021 53rd Symposium Society of Toxicology of Canada (STC), en virtuel, décembre 2021.

Dazé, Yann, Présentation sur la virtopsie faite au congrès des Universités canadiennes pour la science judiciaire, avril 2021.

Dazé Yann, Présentation sur la noyade et les facteurs de risques, Midi-conférence coroner, octobre 2021 et mars 2022.

Garneau, Béatrice, Nouvelles substances psychoactives (NPS) : portrait et réponse du LSJML, Midi-conférence coroner, septembre 2021;

Garneau, Béatrice, BHB : influence de la diète cétogène et de l'ingestion de cétones, Comité scientifique BC-LSJML, septembre 2021;

Garneau, Béatrice, Dazé, Yann, Glucose et corps cétoniques : implications et interprétation dans un cas de décès, Midi-conférence coroner, février 2022;

Harding Tommy, Identification d'ossements humains du Québec historique par le jumelage de données génétiques et généalogiques, ISFG-GF, virtuel, mai 2021.

Harding Tommy, L'avenir des tests ADN en biologie judiciaire : La généalogie génétique pour identifier les corps et pour résoudre des affaires criminelles jusque-là non élucidées, congrès virtuel de généalogie, en virtuel, février 2022.

Loyer Magali, Projet patronymes : pour orienter les enquêtes vers une lignée paternelle, ISFG-GF, en virtuel, mai 2021.

Noël Josée, Patronyme Y, Canadian SWGDAM meeting, en virtuel, 20 janvier 2022.

Séguin Diane, Bourgoin Sarah, État de la situation en biologie au LSJML, SWGDAM meeting, en virtuel, 28 septembre 2021 et 20 janvier 2022.

Tanguay Caroline, Tremblay Nicolas, Mélange complexe, NOC ambigu? Les courbes TAC à la rescousse! ISFG-GF, en virtuel, mai 2021.

Karelle Séguin, Mylène Falardeau, Vincent Mousseau, Nadia Ducharme, Liv Cadola & Frank Crispino (2021): First lessons regarding the data analysis of gunshot residue traces at activity level in TTADB, Canadian Society of Forensic Science Journal, DOI : 10.1080/00085030.2021.2007666

Mylène Falardeau, Catherine Maltais, Manuel Tousignant. IBIS Acquisition and Correlation of Ejection Port Marks from Ten Consecutively Manufactured Glock Pistols, AFTE Journal, volume 53, number 3, Summer 2021

Annexe 2

Publications

Noël J., Noël S., Mailly F., Granger D., Lefebvre JF., Milot E., Séguin D. Total allele count distribution (TAC curves) improves number of contributor estimation for complex DNA mixture. Canadian Society of Forensic Science Journal, Janvier 2022. DOI: 10.1080/00085030.2022.2028359

Lavergne L., Boivin R., Baechler S., Jeuniaux P., Fiola K., Seguin D., Lefebvre JF., Milot E. Determining the impact of unknown individuals in criminality using network analysis of DNA matches. Forensic Science International, février 2022, volume 331 DOI: 10.1016

Annexe 3

Collaborations et reconnaissance scientifique

Beauchamp-Doré Audrey, aide aux récréologues au Centre de gériatrie de Montréal en soutien au CISSS en temps de pandémie, février-mars 2022;

Doyon Alexandra, présentation virtuelle de la Direction de la Toxicologie aux étudiants de l'Université de Sherbrooke, juin 2021;

Gélinas Anthony, témoignage à l'enquête publique du coroner sur le décès de Joyce Echaquan, mai 2021;

Lavallée Catherine, redéployée comme aide de service en CHSLD en soutien au CISSS en temps de pandémie, février 2022.

Séguin Diane, redéployée comme aide de service en CHSLD en soutien au CISSS en temps de pandémie, février 2022

Séguin Diane, présentation et participation au comité de révision des affaires policières, 2021-2022

Collaboration avec l'Université de Montréal pour un projet sur le microbiome et son application dans les analyses biologiques de nature judiciaire.

Participation au test d'efficacité du groupe francophone de l'International Society of Forensic Genetic (ISFG) qui regroupe 22 laboratoires de la France, de la Suisse, la Belgique, le Luxembourg, le Maroc, et le Québec.

Cette publication est une réalisation du

Laboratoire
de sciences judiciaires
et de médecine légale

Édifice Wilfrid-Derome
1701, rue Parthenais, 12^e étage
Montréal (Québec) H2K 3S7

Téléphone : (514) 873-2704
Télécopieur : (514) 873-4847

lsjml@msp.gouv.qc.ca
www.quebec.ca/lsjml

et une production du
ministère de la Sécurité publique

Corrections : Simon Dubé
Photographies : Thierry Marcoux
Mise en page : Julie Tardif et Thierry Marcoux

Dépôt légal 2022

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

ISSN : 1710-7504
ISBN : 978-2-550-95477-4

